Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 15 (1965)

Heft: 3

Artikel: Question agraire et culture nationale dans les mouvements d'independance en Europe : quelques réflexions à propos d'un rapport présenté au XIIe Congrès international des sciences hitoriques

Autor: Molnár, Miklós

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-80560

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

QUESTION AGRAIRE ET CULTURE NATIONALE DANS LES MOUVEMENTS D'INDEPENDANCE EN EUROPE

Quelques réflexions à propos d'un rapport présenté au XIIe Congrès international des sciences historiques

Par Miklós Molnár

La Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales, à laquelle les sciences historiques doivent déjà tant de contributions de valeur, a élaboré, pour le XIIe Congrès international des sciences historiques qui s'est tenu récemment à Vienne, un rapport collectif intitulé «La participation des classes populaires (masse et cadres) aux mouvements nationaux d'indépendance en Orient et en Occident». C'est ce rapport d'introduction collectif[1], suivi d'ailleurs au Congrès d'autres rapports, qui nous a suggéré le développement des quelques remarques qui suivent. C'est cela également qui explique le caractère fragmentaire de notre contribution, qui fut préparée plutôt en vue d'un échange d'idées verbal que pour un article de revue.

La raison principale qui nous a amené à nous poser ces quelques questions est que le rapport cité, si riche d'idées en ce qui concerne surtout le rôle du salariat urbain, ne réserve que très peu de place aux problèmes de la paysannerie, classe qui fournit pourtant les gros bataillons à la lutte nationale. Les relations qui se créent

[1] Nous nous référons dans cet article à la publication du rapport dans *Comité international des sciences historiques. XIIe Congrès international des sciences historiques. Rapports.* Wien, 1965, t. III, *Commissions*, p. 111—128.

entre les différentes classes, de même que le rôle de l'intelligentsia et du facteur culturel ont également été simplement mentionnés dans le Rapport.

Certes, le sujet même semble justifier de telles restrictions puisque l'étude du rôle des ouvriers et des artisans est moins avancée que celle des classes dirigeantes et moyennes. L'on comprend donc que les auteurs du Rapport se soient efforcés d'approfondir plutôt ce côté moins connu de la recherche que de reprendre les idées magistralement traitées par des auteurs généralement connus comme spécialistes du sujet tels que Georges Weill, Carlton Hayes, Frederick Hertz, Seton-Watson, Hans Kohn et d'autres, pour ne pas parler de Benedetto Croce ou d'Ernest Renan et de tant d'autres historiens auxquels nous devons des analyses et des propos lumineux sur maints aspects de la question des nationalités. Le rôle joué par les historiens, les poètes, les linguistes du XIXe siècle ressort également de l'abondante historiographie des mouvements nationaux italien, tchèque, slovaque, hongrois, polonais, allemand.

Quant à la question agraire, elle fut aussi débattue à plusieurs reprises par les historiens polonais, hongrois ainsi que par ceux du Risorgimento. Désireux d'orienter la recherche vers de nouveaux chemins, les auteurs du Rapport n'ont donc pas tenu à ranimer la discussion autour de ces thèses dont celle de Gramsci qui, il y a seulement quelques années, connut un large rebondissement à propos des études de M. Rosario Romeo[2]. Le lecteur du Rapport, surtout celui qui porte son intérêt sur la période marquée par les révolutions de 1848, peut se sentir quelque peu embarrassé. D'une part, il faut reconnaître que grâce à l'esprit novateur de ses auteurs, le Rapport peut donner une nouvelle impulsion à la recherche et que tournés, comme nous l'avons été, trop exclusivement vers l'Europe du XIXe siècle, nous ne pouvons que gagner par cette extension du champ d'étude. D'autre part, l'on peut se demander si par l'omission de certains problèmes supposés très connus on ne risque pas de perdre de vue l'une des dimensions du thème.

---

[2] Rosario Romeo, *Risorgimento e capitalismo*. Bari, Ed. Laterza, 1959.

I

Je pense surtout aux rapports *entre les classes* (dirigeantes et populaires, rurales et urbaines), puisque les mouvements nationaux, par définition, n'ont jamais été du domaine exclusif d'une classe de la population mais au contraire impliquent la coopération des formations sociales les plus diverses et souvent antagonistes. S'il est vrai, d'une part, qu'en raison de l'interdépendance des aspirations nationales et libérales, la responsabilité de l'indépendance (ou de l'unification nationale) revient à la bourgeoisie, il n'en reste pas moins que l'accouchement douloureux des libertés nationales en Europe passe par un mélange presque inextricable d'alliances et de luttes des classes auxquelles s'ajoutent encore les divergences d'intérêts locaux, la lutte des particularismes.

La lutte qui fait naître la liberté nationale engendre aussi la nation elle-même. Heureuses mais rares ont été les grandes nations dont l'histoire ne porte pas la marque de ce double accouchement!

Bien que les hérauts de l'ère des nationalités aient exalté dès le début du XIXe siècle les traditions du passé glorieux de leurs nations, en fait, les nations polonaise, hongroise, italienne, ainsi que celles des Balkans sont issues du combat même pour la liberté. Mais si le processus de la formation de la nation et le mouvement pour l'indépendance évoluent parallèlement et s'interfèrent mutuellement, cela implique nécessairement que dans ces cas-là, le caractère de l'action des classes populaires ne saurait être étudié que sous l'éclairage de l'*interaction* des classes diverses.

Certes, les auteurs du Rapport n'ont pas manqué de retenir ces éléments, mais le caractère sommaire des allusions à ce problème («l'intelligentsia joue naturellement ici son rôle historique» [p. 113], «l'action des classes dirigeantes a contribué dans certains cas au mouvement national» [p. 123], etc.) relègue en fait au dernier plan l'étude des relations entre les classes. De plus, cette conception laisse croire que ce furent les «classes populaires» qui avaient pris la tête du mouvement malgré l'opposition des classes dirigeantes. Rien de plus frappant à ce propos que la lecture du point 7 du Rapport où l'action des classes dirigeantes est men-

tionnée parmi les «nombreux obstacles que les masses et leurs leaders ont rencontrés tout au long de leur action et qu'ils ont dû surmonter au prix d'énormes et incessants efforts» (p. 122).

Sans doute, une partie de l'aristocratie et du haut clergé s'est opposée au mouvement d'indépendance en Italie (Rome), en Hongrie (le primat Hám et quelques autres évêques ainsi que certains magnats attachés à Vienne). En revanche, la «szlachta» polonaise et la noblesse hongroise furent unanimes (du moins dès les années 1840) dans la lutte nationale tout en étant divisées entre «rouges» et «blancs», radicaux et modérés. Quant à l'Italie, est-il besoin de rappeler le rôle d'un Cavour, d'un d'Azeglio, d'un Gioberti? D'autre part, l'on sait combien limitée fut l'influence sur les classes populaires même des démocrates, même d'un Mazzini. L'échec d'une dizaine de tentatives révolutionnaires de l'«Apostolo» témoigne dans la plupart des cas de l'immaturité du sentiment national chez les masses, due à des facteurs sociaux et culturels. Il en était de même en Pologne et en Hongrie, du moins jusqu'en septembre 1848. Parmi les peuples slaves (Slovaques, Croates) et roumain ce manque est en apparence moins net parce que la haine contre les Hongrois attise un certain sentiment national chez les masses paysannes. Toujours est-il que l'action des classes populaires croates, tchèques, slovaques et roumaines, tout comme celle des paysans italiens, polonais et hongrois, était dépourvue d'idéologie ou de conscience nationale et fut dirigée par les leaders comme Gaj, Stur, Palacky, Bratiano représentant des couches sociales moyennes ou dirigeantes, ou par les chefs religieux comme Saguna ou Rajasics. Certes, à l'intérieur des mouvements nationaux, plusieurs tendances luttent ou se croisent pour faire prévaloir leurs idées, dont les tendances démocratiques, révolutionnaires voire populaires. Le Roumain Bălcescu, le Hongrois Táncsics ou le Polonais Dombrowski, pour ne pas parler de Mazzini, n'étaient pas du même bord que Kossuth, Czartoryski ou le roi de Sardaigne. Les «Rouges» polonais tout comme les «plumes-rouges» en Hongrie poussent souvent le mouvement national pour lui donner une allure révolutionnaire, mais leur rayonnement est forcément limité par l'état arriéré de leur pays respectif. En Hongrie, ce n'est qu'à la veille de la révolution et de la guerre d'indépendance de 1848

que l'intelligentsia démocratique et révolutionnaire connut une audience au-delà d'une mince couche lettrée grâce, surtout, à la popularité des poèmes facilement assimilables de Petöfi. Toujours est-il que ce ne fut pas que du côté conservateur que Petöfi subit attaques et affronts. Lui, le héraut de la révolution et de la patrie ressuscitée, fut battu aux élections à l'Assemblée nationale de 1848, voire expulsé par le peuple de sa circonscription. L'amer souvenir de cette expérience se reflète dans son chef-d'œuvre épique, *L'Apôtre*, où il se demande si le peuple n'était pas encore un enfant facile à tromper et lui, Petöfi, révolutionnaire précoce, esprit en avance sur son temps, «rayon qui aide à mûrir la terre et ne dure qu'un jour»[3].

Cet exemple à la fois historique et littéraire, qui anticipe en quelque sorte sur celui des populistes russes répudiés par le «peuple», montre combien il est important pour arriver à une conclusion valable de tenir compte des facteurs — sociaux, culturels, psychologiques — qui retardent l'action des classes populaires dans les mouvements nationaux.

Ici s'impose à mon avis une conclusion en ce qui concerne l'Europe du XIXe siècle (l'Irlande mise à part): la participation des classes populaires dans les mouvements d'indépendance n'a pas eu le caractère d'une action de classe *autonome* même s'il est vrai que les classes dirigeantes, comme il est dit dans le Rapport, ont «souvent freiné les revendications populaires» de crainte «qu'elles ne dégénérassent en revendications sociales avancées, voire révolutionnaires» (p. 123). Entre autre, vingt ans de l'histoire d'Italie, et maints conflits entre l'aile gauche, l'aile «kossuthienne» et l'aile droite en Hongrie en fournissent la preuve. Toutefois, le caractère fort complexe des mouvements nationaux de l'Europe du XIXe siècle ne permet pas, à mon avis, d'en rester là sans encourir le risque d'attribuer le rôle principal, dans ces mouvements, aux classes qui, tout en fournissant les gros bataillons au combat, y furent entraînées et dirigées par d'autres classes. C'était d'ailleurs également le cas de la guerre d'indépendance d'Amérique du

---

[3] *Anthologie de la poésie hongroise du XIIe siècle à nos jours*. Paris, éd. du Seuil, 1962.

Nord, guerre pendant laquelle les combattants de la liberté devaient subir la bastonnade et maintes autres humiliations de la part des officiers. Le nombre élevé des désertions et des mutineries, dû certes aussi à la misère et aux souffrances que les soldats eurent à subir, montre d'ailleurs le flottement des sentiments des combattants qui n'ont pas toujours considéré la guerre comme leur cause propre. L'historien américain Hans Kohn cite à ce propos Van Tyne, l'auteur de l'ouvrage *The War of Independence:* «The ‚spirit of 76' — écrit ce dernier — meant in the main enthousiasm for independence, loyalty to the great commander, hate of George III. but not love of a country, of a great ideal... In the masses loyalty to county, province, or section was the ruling motive»[4]. Hans Kohn lui-même partage aussi cette opinion et situe le début de l'existence d'une structure et d'une idée nationale aux Etats-Unis «at least after 1789, the year when George Washington became its first president »[5].

Jusqu'à la fin du XIXe siècle environ l'on ne trouve guère d'exemple d'un mouvement national d'indépendance dans lequel les classes populaires auraient agi de leur propre chef ou dans lequel leur participation aurait été un mouvement de classe autonome.

Et les seuls cas, ceux des pays balkaniques sous l'Empire ottoman, qui infirment peut-être cette règle, confirment en même temps la théorie selon laquelle la condition de l'action populaire réside dans l'état de la question agraire. Chez les Bulgares et les Serbes occupés par le Turc, les revendications sociales n'entravent pas la lutte nationale du fait de l'absence d'une classe seigneuriale «nationale». Cependant partout ailleurs la cause nationale était bien la «cause» de la bourgeoisie cherchant des débouchés et des capitaux et celle de la noblesse en train de se «moderniser». De ce fait l'économie agraire «naturelle» cède la place à la production marchande et le servage au métayage au détriment des serfs propriétaires qui se voient dépossédés de leur terre.

---

[4] Cité par HANS KOHN dans *The Idea of Nationalism*. New York, 1956, p. 285.

[5] HANS KOHN, *American Nationalism. An Interpretative Essay*. New York, Macmillan, 1957.

De là vient la nécessité d'étudier, toujours en ce qui concerne l'Europe continentale, la participation des masses dans les mouvements d'indépendance (qui ne pouvaient pas, bien entendu, devenir des mouvements *nationaux* sans leur concours) en fonction des rapports sociaux réels et non pas en tant que phénomènes indépendants ou mouvements autonomes.

L'intention (justifiée en elle-même) des rapporteurs d'étudier surtout le rôle des classes populaires *urbaines* risque elle aussi, surtout dans une synthèse embrassant deux siècles, de ne pas rendre justice à la réalité historique. Il se révèle en effet que ce qui est valable pour l'action populaire des mouvements anticoloniaux du XXe siècle (l'attrait des «modèles», existence des partis socialistes, actions des syndicats, etc.) n'a joué, et pour cause, aucun rôle aux XVIIIe et XIXe siècles dans les mouvements nationaux d'Amérique du Nord et d'Europe. Dans ces pays, même si les ouvriers de certaines villes telles que Milan, Venise ou Pesth s'étaient ralliés avec ardeur et enthousiasme à la cause de l'indépendance[6], la participation des véritables *masses* dans ces mouvements ne relève que dans une moindre mesure de l'action des classes populaires urbaines (sauf peut-être sur le plan de la solidarité *internationale* qui s'est manifestée à l'égard de la Hongrie en 1848 de la part des ouvriers britanniques, autrichiens et d'autres, à l'égard de la Pologne de la part de toute la Première Internationale, etc.). Parmi les facteurs populaires, le plus important demeure longtemps encore la paysannerie et cela même en Italie, pays partiellement plus industrialisé que ceux de l'Europe de l'Est. Le succès du mouvement national, là aussi, dépend surtout de l'attitude des contadins, déterminée à son tour par la situation économique et les structures sociales rurales. Autrement dit, c'est la terre qui commande, et qui fait pencher la balance d'un côté ou de l'autre.

Dans ces conditions l'étude de la composition sociale des classes populaires urbaines ainsi que celle des problèmes que pose leur

---

[6] Voir entre autres les études de M. Gy Mérei, notamment son article «Le Mouvement ouvrier en Hongrie en 1848» dans *Le Mouvement social*, No 50, janvier-mars 1965.

participation aux mouvements nationaux peut donner des résultats fort intéressants pour la période la plus récente, mais beaucoup moins significatifs pour le XIXe siècle ou même pour certains mouvements contemporains où, malgré tout, l'attitude des masses rurales demeure le problème capital.

L'étude de la question agraire se révèle donc particulièrement importante dans le cas des pays ayant encore au XIXe siècle des structures dites «semi-féodales» comme la Pologne et la Hongrie. Dans ces cas-là — qui constituent, plus que des cas isolés, un certain «type» de mouvement — ce n'est même pas la bourgeoisie mais la noblesse moyenne qui prend la tête du mouvement. Faute d'un prolétariat suffisamment nombreux, cette noblesse, poussée, comme elle l'était en Hongrie, par «l'aile gauche» urbaine, doit faire appel au concours des masses rurales qui, souvent, s'opposent autant à ses seigneurs «nationaux» qu'aux oppresseurs étrangers. Pour la paysannerie, en fait, c'est son «ennemi de classe» quasi personnel qui fait battre la générale ce qui n'est pas de nature à faciliter l'alliance des classes contre la domination étrangère. Le capitalisme n'ayant pas encore «simplifié» les rapports sociaux, ceux-ci demeurent très compliqués entre la paysannerie et la noblesse. L'abolition du servage, de la dîme et de la corvée, acte décisif s'il en fut, n'est que le premier pas pour s'assurer le concours des masses rurales à la cause nationale. Les cris «vive Charles-Albert» des contadins lombards se taisent quelques mois après l'insurrection du 18 mars 1848 à cause de l'insuffisance des mesures prises par le gouvernement et l'on entend même des «vive Radetsky», en l'honneur du général autrichien. L'enthousiasme des serfs hongrois libérés en 1848 s'estompe tout aussi rapidement car l'abolition de la corvée et de la dîme ne résout en elle-même pas grand-chose pour la majorité des paysans victimes de la spoliation à laquelle les grands propriétaires procédaient tout au long de la première moitié du siècle. En 1848, le nombre des paysans dépossédés dépasse 800.000, celui des serfs disposant de moins de la moitié de leur ancienne tenure servile monte à 250.000 contre un nombre égal de serfs qui, libérés, jouissent de plus de la moitié de leurs anciennes terres. (Notons d'ailleurs à titre de comparaison que la Hongrie de onze millions et demi d'habitants compte 150.000 ouvriers et

artisans tandis que le nombre de serfs de diverses catégories, et de leurs familles, se monte à 7 millions et demi).

Faute d'une réforme agraire appropriée, l'abolition du servage ne résout donc pas les problèmes sociaux de la campagne. Toutefois, elle diminue l'antagonisme aigu qui avait marqué la période précédente en Hongrie. En revanche en Lombardie, comme nous l'avons déjà fait remarquer, les paysans se tournent contre le gouvernement provisoire avec une violence qui frappe les observateurs à l'étranger. M. Della Peruta cite dans une étude intitulée *I contadini nella rivoluzione lombarda di 1848*[7] plusieurs commentaires de l'*Allgemeine Zeitung* qui abonde dans ce sens. Il cite également un ouvrage du révolutionnaire italien Carlo Cattaneo. Celui-ci, s'étant trouvé à Paris en automne 1848, fut tellement consterné par «l'ignorance profonde des milieux parisiens» qu'il se mit à rédiger un livre pour leur décrire les vicissitudes de l'Italie depuis mars 1848 et pour expliquer par cela les motifs de l'attitude des contadins lombards. A en croire les Parisiens — se plaint Cattaneo — «non aveva... la libertà fra noi fondamento alcuno di populo; la moltitudine era fra noi d'animo tanto austriaco, che a stento l'esercito regio aveva potuto ridursi in salvamento, e proteggere nell'ardua sua ritirata quei pochi gentiluomini i quali... avevano attinto qualche svogliata et fioca aspirazione di libertà e nazionalità. Il restante popolo, affatto lazzarone, attendava solo il ritorno degli Austriaci»[8]. En réalité, comme cela ressort de l'étude de M. Della Peruta, il s'agissait, de la part des paysans déçus dans les espoirs qu'ils avaient mis dans l'insurrection du 18 mars, d'un détachement de la cause nationale. Bien que les événements de Galicie se fussent passés peu de temps auparavant, le gouvernement provisoire de Milan n'a pas profité de leurs enseignements. Dominé par les modérés, il n'a pas compris ce que Pisacane exprima en ces termes: «una sola potenza ha nel mondo

---

[7] In *Movimento Operaio*, N° 4, juillet-août 1953, p. 525ss.

[8] Cité par Della Peruta, *op. cit*, p. 530, d'après la «Prefazione all'edizione italiana» de l'ouvrage de Cattaneo, *Pagine federaliste e republicane. L'insurrezione di Milano nel 1848 et la successiva guerra*. Roma, Capriotti, 1945.

l'efficaccia di commandare une rivoluzione: la necessità di migliorare»[9].

Fut-ce une «nécessité» ou bien faut-il «condamner» la bourgeoisie italienne pour avoir «manqué» la révolution agraire? Qu'on opte pour la «thèse de Gramsci» suggérant cette dernière idée, ou qu'on opte pour la thèse contraire qui veut que l'industrialisation de l'Italie ne pouvait pas se faire autrement qu'aux frais de la campagne, de toute façon l'étude du Risorgimento implique celle de la question agraire sans laquelle l'attitude prise par la classe populaire la plus nombreuse en face du mouvement national ne saurait être comprise.

De même selon les historiens polonais, comme M. S. Kieniewicz le fit remarquer lors du Xe Congrès international des sciences historiques, le résultat des nouvelles recherches «démontre une étroite corrélation entre la question de la libération de la nation et le problème paysan, primordial pour l'époque»[10].

II

Ceci dit, je ne prétends pas que les classes populaires aient embrassé ou refusé la cause nationale pour des motifs purement économiques et sociaux. Loin de là. Des facteurs tels que la langue nationale et l'identité culturelle évoqués dans le rapport ont été souvent «des véhicules de la pensée nationale» (p. 114) et ont contribué à la «lente maturation psychologique» (p. 121) qui prépare presque toujours la participation du peuple entier au combat national.

Je trouve ces thèses citées d'après le Rapport non seulement justes mais encore étroitement mesurées par rapport à l'importance de ces facteurs.

Il serait inutile de parler ici des aspects culturels du Risorgi-

---

[9] Cité par Della Peruta, *ibid.*, p. 527.

[10] S. Kieniewicz, «La question agraire et la lutte pour la libération nationale en Pologne et en Italie à l'époque du ‚Printemps des peuples'», in *X^0^ Congresso internazionale delle scienze storiche*, Vol. VII, Firenze, 1955.

mento ou du mouvement littéraire philhellénique dont l'écho retentissait dans toute l'Europe. L'exemple du mouvement littéraire en Hongrie dans la première moitié du XIXe siècle peut, en revanche, présenter certains aspects moins connus et dignes d'intérêt. Ce mouvement et «l'ère des réformes» qui avaient précédé la guerre d'indépendance de 1848-49 ont en effet marqué l'histoire hongroise d'un demi-siècle et préparé la voie à l'insurrection nationale.

Il me semble inutile de citer ici trop de faits et de personnages plus ou moins obscurs pour la plupart des lecteurs. Il suffit d'évoquer par ailleurs les faits et les personnes les plus importants pour entrevoir qu'au niveau où s'était trouvée la Hongrie dans la première moitié du XIXe siècle — niveau qui, pourtant, n'a pas été inférieur à celui de beaucoup de pays ayant accédé récemment à l'indépendance — on ne saurait parler de la participation des masses sans tenir compte de cet «encadrement culturel» et du rôle, de ce fait forcément *dirigeant*, que les classes et les couches sociales moyennes ont joué dans le mouvement national d'indépendance.

Organisé au début du XIXe siècle par le poète Ferenc Kazinczy et ses amis, inspirés pour la plupart par les idées du Siècle des Lumières, le «mouvement du renouveau de la langue» avait pour but principal le développement de la langue hongroise. Il s'agissait entre autres de la création plus ou moins arbitraire de mots nouveaux, propres à exprimer les idées nouvelles. En fait, une partie des termes employés par les philosophes français du XVIIIe siècle n'a pas eu d'équivalent hongrois, pas plus que des mots tels que république ou révolution, connus et employés uniquement en latin et par les lettrés.

La création de mots nouveaux, sujet d'ailleurs d'âpres discussions entre les fractions dites «orthologues» et «néologues», n'était que l'un des objectifs du mouvement. Il s'agissait d'un renouveau fondamental de la littérature, du style et du mode de pensée dans un pays arriéré, figé dans un état semi-colonial et encore atrophié du point de vue culturel. La noblesse moyenne, seule classe, faute d'une «bourgeoisie nationale», susceptible de prendre la tête du mouvement national d'indépendance, employait le latin comme

langue de la vie publique et rédigeait même ses protestations contre les tentatives de germanisation de Joseph II dans la langue de Cicéron.

C'est cette classe que le mouvement linguistique et littéraire voulut d'abord gagner à sa cause tout en essayant de toucher aussi la mince bourgeoisie urbaine, d'origine surtout allemande. De plus, sans toucher directement les classes rurales dont les serfs illettrés, le mouvement littéraire contribua quand même à combler l'abîme qui séparait les masses rurales d'une noblesse jalouse de ses privilèges et de sa culture latine. L'historien et publiciste marxiste hongrois Joseph Révai affirme à juste titre que le mouvement littéraire était en quelque sorte en retard par rapport aux tendances jacobines-plébéiennes qui l'avaient précédé mais qu'il était pourtant la seule voie possible au début du XIXe siècle lorsque «les conditions pour suivre la voie plébéienne-révolutionnaire du progrès bourgeois n'étaient pas encore mûres en Hongrie»[11].

Pendant «l'ère des réformes» de 1825 à 1848, la Hongrie connut un développement particulièrement rapide sur les plans économique et politique ainsi que culturel (et, dans une moindre mesure, social). Néanmoins, on est encore loin de la participation des masses dans ce mouvement complexe qui revêt de plus en plus le caractère d'un mouvement d'indépendance.

La majorité de la «nation», composée justement des classes populaires, était encore dépourvue de «conscience nationale» adéquate et ne suivait que de loin les agissements des économistes et des publicistes-politiciens tels que le comte Széchenyi ou Kossuth qui, selon Marx, devait incarner plus tard «à la fois Danton et Carnot» dans la guerre d'indépendance de 1848.

Kossuth, sans doute, avait déjà un puissant ascendant non seulement sur les couches moyennes mais aussi sur les classes populaires. Cependant, ni son génie oratoire ni son programme n'auraient été à même de toucher le sentiment du «peuple» sans les semailles préalables du mouvement littéraire. Car ce mouve-

---

[11] Cité par Miklós Molnár, *Katona József*, Budapest, ed. «Müvelt Nép», 1952.

ment, bien qu'il se soit adressé au début du siècle aux couches plus ou moins cultivées, fut à l'origine d'une véritable révolution culturelle qui finit par embrasser en effet la nation tout entière. Dès 1790, date de la création du premier théâtre hongrois, les troupes de comédiens, de plus en plus nombreuses, atteignent un public en partie inaccessible à la littérature imprimée. Dans la vie littéraire, les tendances populaires, démocratiques, voire révolutionnaires, montent en flèche surtout à partir des années 40. Le jeune poète Sandor Petöfi est connu partout dans le pays; lors de sa tournée littéraire de 1845, dans la Haute Hongrie, il est reçu par ses admirateurs au son de la musique de retraite aux flambeaux. Chaque mouvement national et révolutionnaire a eu, sans doute, ses précurseurs idéologues ainsi que ses bardes, ses Alfieri et ses Miczkiewicz, ses Petöfi et ses Jan Kolar pour ne pas parler de O'Casey, écrivain protestant du mouvement d'indépendance irlandais, catholique par excellence, ou de Byron, poète britannique qui embrasse la cause du philhellénisme.

Dans ce sens, les quelques exemples cités n'apportent pas grand-chose à la connaissance des agents du mouvement national d'indépendance. En revanche toute la signification des mouvements culturels, du moins ceux des pays de l'Europe de l'Est, devient évidente si l'on pense au fait que dans les cas cités, il s'agissait de mouvements menés et dirigés par la noblesse. Dans ces circonstances, le rôle de l'intelligentsia en général et des hommes de lettres en particulier dépasse de loin les cadres habituels car tout le long travail préparatoire qui prélude à «l'action directe» contre la domination étrangère est en quelque sorte son œuvre. Les classes populaires étaient encore loin de pouvoir mener une action quelconque. Au contraire, il fallait les éduquer et encadrer, il fallait leur inculquer une certaine conscience, ne fût-ce que diffuse, de leur appartenance à une communauté nationale *en formation*. Mais il fallait inculquer cela également à la noblesse pour qu'un jour, après cette longue période de maturation, la lutte sociale et la lutte nationale puissent, selon l'heureuse expression du professeur Labrousse, «se combiner cumulativement».

Une des questions les plus passionnantes qui se pose à nous réside justement dans le processus qui mûrit les facteurs de l'unité

dans la diversité jusqu'au point de rendre possible «l'action nationale directe» contre la domination étrangère.

Tout en trouvant juste qu'ici, comme il est dit dans le Rapport, les réponses de l'histoire varient selon les temps et les circonstances, je ne crois pas qu'il s'agisse «de savoir — je cite le rapport — quelle lutte a la priorité pour les classes populaires» (p. 118). A mon sens il n'est pas question ici d'une priorité quelconque et encore moins du «primat du politique sur l'économique, du religieux sur le social, de la mentalité sur la condition, de la nation sur la classe», comme il est dit dans le rapport à propos de l'Irlande (p. 118). C'est justement, du moins dans le cas des pays du continent, la combinaison et l'interpénétration de ces éléments qui créent les communautés nationales dans le sens moderne et tant que ces communautés sont inexistantes la question de la priorité *eo ipso* ne peut pas se poser. La formation de ces communautés, même si elle se fait lentement, marque une césure dans l'histoire. Dès lors une nouvelle force historique entre en scène qui, sans être à même de faire disparaître les vieux antagonismes sociaux, religieux, régionaux ou autres, donne lieu à une cohésion jusqu'alors inconnue. Cependant, les vieux antagonismes subsistent et même s'accroissent souvent comme, dirai-je, les éléments contradictoires d'une synthèse nouvelle. Comment pourrait-on autrement expliquer le fait qu'à un moment donné de l'histoire, les masses populaires jusqu'alors cantonnées dans leur position propre se jettent dans le mouvement national comme si, par enchantement, elles avaient oublié leur condition sociale?

Plutôt que de parler de la question des «priorités», je proposerais donc d'étudier les causes de la transformation des conditions et de la mentalité qui (tout en maintenant les antagonismes sociaux mais à un «niveau supérieur») permettent la formation de la conscience et de l'unité nationales. Cette transformation profonde se produit principalement par le biais de la diffusion de la culture d'une part et par celui de la liquidation progressive des divisions féodales d'autre part.

Voici ce qui explique à mon sens le rôle spécifique de l'intelligentsia, de la langue, de la littérature. Rôle traditionnel et connu mais qui se révèle décisif du fait qu'il agit dans deux directions.

D'une part, c'est l'intelligentsia avancée qui agit pour la démocratisation et la radicalisation du mouvement national qui était à l'origine sinon réactionnaire du moins «adémocratique»; d'autre part, c'est par son truchement également qu'une certaine «conscience nationale» s'empare du «peuple». L'échec déjà évoqué des tentatives insurrectionnelles de Mazzini ou bien celui du soulèvement de Cracovie ne s'expliquent pas, à mon sens, par le fait que les masses avaient donné la «priorité» à d'autres revendications que celles de la cause nationale. Ce n'est pas une question de choix pour le paysan polonais, italien ou hongrois mais une question qui relève de sa mentalité et de sa condition sociale tout simplement «a-nationales».

Il y a là, certes, une sorte de contradiction historique que les historiens hongrois appellent souvent «contradiction entre le patriotisme et le démocratisme». Cependant, le dénouement au moins partiel de cette contradiction, condition *sine qua non* de la participation des classes populaires dans le mouvement national, ne se fait pas par une sorte d'abolition des antagonismes, mais par la transformation de leur caractère intrinsèque. Joseph Révai, l'historien hongrois déjà cité, fait remarquer, dans une lettre qu'il m'a adressée, que dans les années 40 «l'opposition contre l'oppression étrangère (autrichienne) et l'antagonisme des classes furent tous les deux beaucoup plus puissants que vers 1820». Les insurrections paysannes suivies d'une cruelle répression, bien qu'elles fussent déclanchées par une épidémie, traduisent elles aussi nettement l'esprit de la révolte de la paysannerie à l'égard des grands propriétaires fonciers.

Qu'il me soit permis de citer à ce propos une source non pas historique mais autrement authentique: la pièce d'un grand écrivain, Gyula Illyés, qui décrit la rencontre d'un officier noble de la garde nationale de 1848 avec des paysans qui viennent d'arrêter l'avance de l'armée du général autrichien Roth. Ces paysans tout en défendant leur village, ne savent rien de la «patrie» ni du drapeau tricolore portant l'inscription à la française «Liberté. Egalité. Fraternité». Notre patrie — dit celui des paysans qui se battit à la tête des siens contre les Autrichiens — «pour nous, la patrie est ce que nous portons sur notre dos... Et celle-là (c'est-à-dire la

patrie elle-même) qu'elle soit défendue par ceux qui perdraient en la perdant»[12]. Car eux, les paysans astreints à la dîme et à la corvée ne perdent rien en la perdant et, ne sachant même pas lire, repoussent le tricolore d'une «liberté», d'une «égalité» et d'une «fraternité» qui pour eux ne signifie proprement rien. Tout ceci revient à dire que la révolution littéraire tout en contribuant à la création d'un langage commun entre classes privilégiées et classes populaires n'élimine pas l'écart des mentalités différentes tant que les notions de liberté, d'égalité, de nation ne sont pas ancrées dans la réalité sociale d'un pays. La contradiction entre le patriotisme et le démocratisme subsiste donc et continue de constituer un obstacle au mouvement national d'indépendance aussi longtemps que l'intérêt commun et l'intérêt personnel demeurent séparés. Dans ces circonstances, la révolte, le tyrannicide, voire la résistance organisée ne sont souvent que des actes individuels déterminés par des griefs personnels, même s'il y a coïncidence accidentelle entre ces griefs et les doléances nationales. La littérature hongroise de la première moitié du XIXe siècle nous en donne plusieurs exemples tandis que l'action des révoltés de Schiller ou de Lessing, même là où il s'agit de vengeances personnelles, comme dans *Intrigue et amour* de Schiller ou dans *l'Emilia Galotti* de Lessing, revêt une signification politique commune.

Si la jacquerie n'est pas identique à la révolution sociale, et si la révolte individuelle contre la tyrannie n'est pas forcément un acte politique, un soulèvement contre l'oppression étrangère n'a pas davantage un caractère national tant que les cloisonnements féodaux empêcheront la formation d'une communauté d'intérêts et de mentalité. Voici pourquoi j'attribue tant d'intérêt à l'interpénétration de ces facteurs culturels et sociaux et je crois que l'étude de leurs répercussions sur l'action des classes populaires est à même d'éclairer certains aspects de l'histoire des mouvements nationaux d'indépendance.

---

[12] GYULA ILLYÉS, *Ozorai példa*. Pièce en trois actes. Budapest, Szépirodalmi Könyvkiado, 1952.